



Message du Chef de Bureau et Représentant de l'UNESCO au Gabon



Le deuxième trimestre 2020 a permis assurément à notre Bureau de multiplier les réponses de l'Organisation au Gabon, pour faire face à la crise sanitaire actuelle. Dans la continuité des actions conjointes avec les autres

agences du Système des Nations Unies, nous avons participé au renforcement de la solidarité dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la Communication et Information.

Dans le cadre du programme l'Education, l'Organisation a formé 60 encadreurs pédagogiques et enseignants gabonais sur l'ingénierie pédagogique en vue de la production et la mise en ligne de cours. Pour répondre à l'urgence de l'impact de la COVID 19, l'UNESCO a signé avec le Gabon un accord de fonds en dépôt de 195 955 de dollars des Etats-Unis, pour l'assistance technique dans la mise en place d'un Système d'enseignement à distance dans le pays.

Dans le domaine Culture, l'Organisation a engagé un dialogue direct avec les acteurs et opéra-

teurs culturels pour identifier des pistes de résilience face à la COVID 19 en vue de la continuité de la créativité y compris continuer à créer et à tirer leurs revenus pendant la période de crise. Une réunion en ligne avec les artistes, acteurs et opérateurs culturels a porté sur la faisabilité d'un projet de généralisation de la rémunération en ligne des acteurs culturels qui a permis d'identifier les sous-secteurs qui pourraient être impliqués et les sources de financement possibles.

*Pour ce qui est des activités de **Communication et Information**, elles se sont focalisées sur l'édition 2020 de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Nous avons commencé avec un webinaire avec de jeunes leaders associatifs qui les a emmenés à s'engager dans une campagne de sensibilisation de leurs pairs sur le Clic responsable ou « Mil Click, en anglais », afin de réduire la propagation de fausses informations pendant la crise sanitaire. Puis, le Bureau a fait un plaidoyer auprès du Ministre de la communication, pour l'amélioration de l'écosystème médiatique gabonais. Enfin, nous avons célébré ladite Journée avec les professionnels de médias : à travers une session en ligne, leurs capacités ont été renforcées sur le traitement de l'information relative aux violences conjugales dues au confinement.*

Vincenzo Fazzino



La réponse du système des Nations unies au Gabon face à la pandémie du Covid-19



Premier plan, de gauche à droite: M. Julien Nkoghe Bekale, Premier ministre gabonais et M. Magaran Monzon Bagayoko - © OMS

Le Système des Nations unies au Gabon apporte son soutien multi-forme dans la stratégie de riposte nationale à la COVID-19.

Face à la vulnérabilité des pays pour faire face à la crise de la pandémie du COVID-19, le Système des Nations Unies (SNU) a développé un cadre global qui vise à rendre opérationnel le rapport du Secrétaire Général sur l'impact socio-économique de cette crise. Au Gabon, le SNU déploie des efforts importants, non seulement pour appuyer le gouvernement dans cette bataille, mais aussi pour assurer la mise en œuvre de ses activités et programmes en cours d'exécution,

en mettant l'accent sur la réaffectation des fonds en faveur des urgences liés à la Covid-19. A cet effet, l'action commune s'articule autour de piliers essentiels qui constituent l'ossature de la riposte COVID-19 des Nations Unies pour lutter contre les effets néfastes de cette crise et limiter la propagation du virus.

SANTÉ D'ABORD : APPUI LOGISTIQUE, TECHNIQUE ET FINANCIER CONSIDÉRABLE

La santé représente la priorité dans la stratégie de riposte COVID-19 des agences du Système des Nations

Unies. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en assure le lead. Le Bureau pays de l'OMS a notamment apporté pour renforcer les capacités de préparation et de réponse au COVID-19 dans les domaines de la communication de risque et d'engagement communautaire ; la prévention et le contrôle des infections/WASH ; la surveillance épidémiologique ; le laboratoire et investigations ; la prise en charge et la logistique. Une équipe d'intervention rapide de l'OMS a intégré le Comité de pilotage du plan de veille et de lutte contre la pandémie à coronavirus au Gabon (COPIL).



Action avec les autres agences des Nations Unies

Dès le début de l'épidémie, l'OMS a effectué un premier appui logistique au Gabon par la mise à disposition de 1 000 kits de dépistage, 1500 kits d'équipement individuelle, 250 Kits d'extractions virales, deux véhicules pour le transport d'échantillons de prélèvements, 13 téléphones portables, 40 Box internet et 6 tablettes dotées du système Go.Data, une application de collecte et de gestion des cas et cas contacts de la maladie à virus Ébola, expérimentée pour la première fois au Gabon dans le cadre de la riposte contre la COVID-19. Le 22 avril dernier, le premier « vol de solidarité » des Nations Unies affrété par l'OMS a permis de doter le COPIL de 40 000 masques chirurgicaux ; 900 masques de protection ; 500 masques FFP2 ; 10 000 gants, 200 lunettes et 1200 combinaisons.

Le Fond des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF), apporte une contribution substantielle à l'effort conjoint déployé dans le pilier santé à travers un appui au Gouvernement pour l'achat d'Équipement de Protection Personnelle (PPE), l'analyse et l'évaluation des besoins des Centres de santé pour assurer que les membres du personnel médical sont équipés pour la continuité des services de santé maternelle, néo-natale, infantile et des adolescents. Cela

couvre aussi l'appui pour la Communication des Risques et l'Engagement Communautaire (RCCE) et la promotion des Pratiques Familiales Essentielles (PFEs) en partenariat avec la société civile.

La mobilisation de ressources externes de, 350 000 dollars US soit environ 210 000 000 de FCFA par le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) en réponse à la pandémie du Coronavirus au Gabon, a permis en collaboration avec l'OMS, de passer une commande de 5000 kits de dépistage et 16 ventilateurs pour les patients atteints du Covid-19 afin de répondre aux besoins exprimés par le gouvernement gabonais.

Le Fond des Nations Unies pour la Population (UNFPA) s'est, quant à lui, engagé dans la protection des femmes et sur toutes les questions liées à la santé reproductive. Il a également mis à disposition des équipements de protection contre la COVID-19 (gants, masques, bavettes, lunette, protection individuelle etc..) et doté les maternités de dispositifs d'hygiène des mains (eau, savon, solution hydro alcoolique).

PROTEGER LES PERSONNES VULNERABLES

Les populations gabonaises, comme celles d'autres pays du

monde entier, sont exposées aux effets néfastes de la crise sanitaire actuelle et notamment les plus vulnérables d'entre elles. Pour faire face à ce défi humain, cinq agences de l'ONU au Gabon interviennent sur des problématiques telles que l'éducation, l'eau et l'assainissement, le genre et les violences basées sur le genre, la vulnérabilité et l'exclusion, et les droits de l'homme.

UNESCO : développement des cours en ligne et lutte contre les « infodémies »

Ainsi l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), assiste le gouvernement dans la mise en place d'une stratégie de déploiement progressif de l'éducation à distance pour les différents niveaux d'enseignement. L'une des priorités consiste à permettre la tenue des examens des classes de troisième et terminale (BEPC et BAC). Pour cela, une plateforme de cours en ligne, créée dans le cadre du programme « Train My Generation : Gabon 5000 », est déjà déployée. Par ailleurs, afin lutter contre la désinformation (infodémie) et contre les violences faites aux femmes, en cette période de pandémie, des formations en ligne ont été organisées respectivement pour les jeunes et les journalistes à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de



Une jeune participante de la campagne sur la lutte contre la désinformation de l'UNESCO - © DR

la liberté de la presse.

UNICEF : éviter que les enfants soient des victimes cachées du COVID-19

L'UNICEF, a élaboré un plan de riposte COVID-19 émanant du Programme d'Action pour éviter que les enfants ne soient les victimes cachées du COVID-19 et a mobilisé les ressources pour l'accès des enfants aux services de bases tels que l'eau et l'assainissement dans le cadre d'un paquet intégré WASH, la protection des enfants vulnérables et en difficulté sociale, la protection sociale, l'éducation et l'engagement des jeunes.

FNUAP : prendre en compte la dimension genre dans le plan de riposte

Le FNUAP, dans le cadre de ses activités liées aux Violences Basées sur le Genre (VGB), veille à la prise en compte de cette dimension dans le plan national de riposte COVID-19, tout en continuant le travail de plaidoyer auprès des autorités et de sensibilisation via les médias locaux.

ONUSIDA : accompagnement psychosocial des personnes vivant avec le VIH/SIDA

La protection des personnes vivant avec le VIH/SIDA est encore plus problématique avec l'appari-

tion de la pandémie COVID-19 au Gabon. Le Programme commun des Nations Unies pour le VIH/SIDA (ONUSIDA) s'est lancé dans une vaste campagne de sensibilisation sur la prévention du COVID 19 et le développement des activités d'accompagnement psychosocial des personnes vivant avec le VIH/SIDA, par la diffusion régulière, via les médias locaux, des réponses à toutes les questions qu'elles se posent sur les risques spécifiques en matière de santé auxquels le COVID-19 les expose au regard de leur vulnérabilité.

RELANCE ECONOMIQUE : LE PNUD ET LA FAO EN PREMIERE LIGNE



Action avec les autres agences des Nations Unies

Le PNUD est un allié de poids dans la lutte contre cette pandémie. Il se positionne comme véritable « chercheur » de solutions économiques afin de permettre au Gabon de relancer son économie après la crise du Coronavirus. Un rapport sur l'impact économique de la crise COVID-19 au Gabon est en cours de préparation afin de permettre l'identification des secteurs porteurs pour favoriser l'activité de relance économique au sortir de la crise.

Un des secteurs identifiés est celui de l'agriculture. L'une des priorités de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) est de travailler avec le gouvernement et ses partenaires pour proposer des solutions favorisant la relance économique. Pour l'heure, et face au risque immédiat de la pandémie COVID-19 sur l'alimentation, la FAO fait la promotion des bonnes pratiques de productions agricoles, alimentaires et nutritionnelles à réaliser à domicile en situation de confinement. Un accent est particulièrement mis sur la vulgarisation

des types d'aliments à consommer pour renforcer son système immunitaire face au COVID-19 tout en respectant les mesures d'hygiène de l'OMS.

LA SOLIDARITE DES NATIONS UNIES EXPRIMEE PAR LE CHEF DE L'UNOCA

Lors d'une cérémonie à la Chambre de commerce le 22 avril, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), M. François Louncény Fall, a procédé, au nom du personnel des Nations Unies au Gabon, à la remise d'un don à la Mairie de Libreville. Cette contribution à la lutte contre le nouveau Coronavirus (COVID-19), qui est essentiellement destinée aux populations vulnérables de la capitale gabonaise, a été réceptionnée par la Ministre déléguée auprès du Ministre d'Etat gabonais chargé des Affaires étrangères, Mme Nanette Malonga Makinda.

D'une valeur de sept millions de CFA, le don était composé de dix

tonnes de riz, 2000 barres de savon et 2016 bouteilles de javel. Le don a été transmis directement au Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre le COVID-19 (COFIL) représenté par le responsable de son Comité technique, le Pr. Romain Tchoua, et le Porte-parole, le Dr. Guy-Patrick Obiang Ndong.

Après avoir salué les efforts que déploie le gouvernement pour réduire les risques d'une propagation et pour combattre la pandémie, le Chef de l'UNOCA a tenu à rassurer les autorités gabonaises quant à l'engagement des Nations Unies, aux côtés des pays touchés par le COVID-19, pour continuer à protéger et à sauver des vies. Il était accompagné, entre autres, du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Gabon, M. Stephen Jackson, et de Mme Françoise Ndayishimiye, Représentante résidente d'ONUSIDA au Gabon.

Ce texte est le premier d'une série d'articles sur l'action des Nations Unies en réponse à la crise du COVID-19 au Gabon. Nous vous tiendrons régulièrement informés des nouvelles actions et initiatives entreprises dans ce contexte.



COVID-19 RIPOSTE



Réponse de l'UNESCO au COVID-19 au Gabon : Renforcer la solidarité par l'éducation, la science et la culture



Vue des participants à la formation sur l'ingénierie pédagogique - © MINEDUC GABON

La pandémie de COVID-19 est une crise de santé publique mondiale. Elle interpelle l'UNESCO dans sa mission et ses domaines de compétences. L'Organisation s'est alors pleinement engagée à soutenir les gouvernements pour l'apprentissage à distance, la science en libre accès, le partage des connaissances et de la culture, en tant que moyens fondamentaux de riposte à la pandémie dans un élan de plus grande solidarité, de resserrement des liens de notre humanité commune.

Cet engagement est matérialisé par le lancement de plusieurs initiatives mondiales, régionales et nationales.

Au Gabon les actions suivantes ont été engagées à ce jour dans quatre domaines.

Education

L'UNESCO œuvre avec les différents ministères en charge de l'éducation pour la continuité pédagogique dans le pays. Les activités spécifiques relatives à l'accompagnement de l'UNESCO sont organisées en deux phases : la première consiste en la mise en place d'une solution d'urgence pour assurer la continuité pédagogique pour les élèves qui doivent préparer des classes de : 5^e année (primaire), 3^e et Ter-

minale ; la deuxième phase permettra la consolidation des acquis de la première phase et la mise place d'une Système d'enseignement à distance pour le primaire, le secondaire et l'enseignement technique et professionnel .

Dans ce cadre, elle a mis à la disposition du Ministère de l'éducation nationale l'ensemble des cours en ligne disponibles sur sa plateforme (<https://gabon5000.avcn.fr>) développée, en 2017 et 2018, dans le cadre de son projet « Train My Generation – Gabon 5000 ». Celle-ci comprend des cours de mathématiques, physiques-chimie et



Réponse globale de l'UNESCO à la COVID-19 au Gabon

Sciences de la vie et de la terre pour les classes de troisième et de terminales. Grâce à ces ressources, le Gabon a lancé, le 14 avril courant, un programme de diffusion de cours à distance dans les matières et pour les classes suscitées.

Afin de développer ce programme d'éducation à distance au Gabon, à la demande du Ministère de l'Éducation nationale, l'UNESCO a formé en avril dernier une soixantaine d'encadreurs pédagogiques et enseignants sur l'ingénierie pédagogique, la production et la mise en ligne de cours, des disciplines du primaire, du secondaire et de l'enseignement technique et professionnel.

Sciences humaines et sociales

L'Organisation a développé une application appelée « Africa4Peace » qui permettra aux organisations de jeunes et de femmes de la sous-région de promouvoir leurs activités de prévention des crises et des conflits, y compris dans le cadre de la pandémie actuelle. L'UNESCO a lancé également la plateforme en ligne WVEEDDOO UNESCO – Gabon (https://wveeddoo.com/partenaires/op4Up_eGA-) qui permet aux jeunes de présenter

leurs projets afin de bénéficier de conseils et rencontrer des partenaires.

Culture

Afin de mettre en valeur la centralité de la culture dans la lutte contre la crise du COVID-19, l'UNESCO a organisé le 22 avril une réunion en ligne des Ministres de la culture, avec la participation de plusieurs Ministres dont le Ministre de la culture et des arts du Gabon. Pour soutenir le travail des créateurs et des artistes pendant la crise actuelle, l'UNESCO a lancé plusieurs initiatives dont « ResiliArt » qui permet aux artistes et professionnels de la culture de partager leur art et leur créativité malgré le confinement. Au Gabon, les acteurs culturels ont été invités à une consultation par visioconférence le 02 avril dont le but était d'identifier des propositions d'actions immédiates à mettre en œuvre.

L'UNESCO a également invité les acteurs culturels à participer à une campagne « #DONTGOVIRAL » : Atténuer la propagation de COVID-19 sur le continent africain ». Il s'agit de la participation des artistes à lutter contre la désinformation sur la pandémie et fournir des informations de base sur les me-

sures de sécurité à prendre pour en atténuer la propagation.

Communication et de l'information

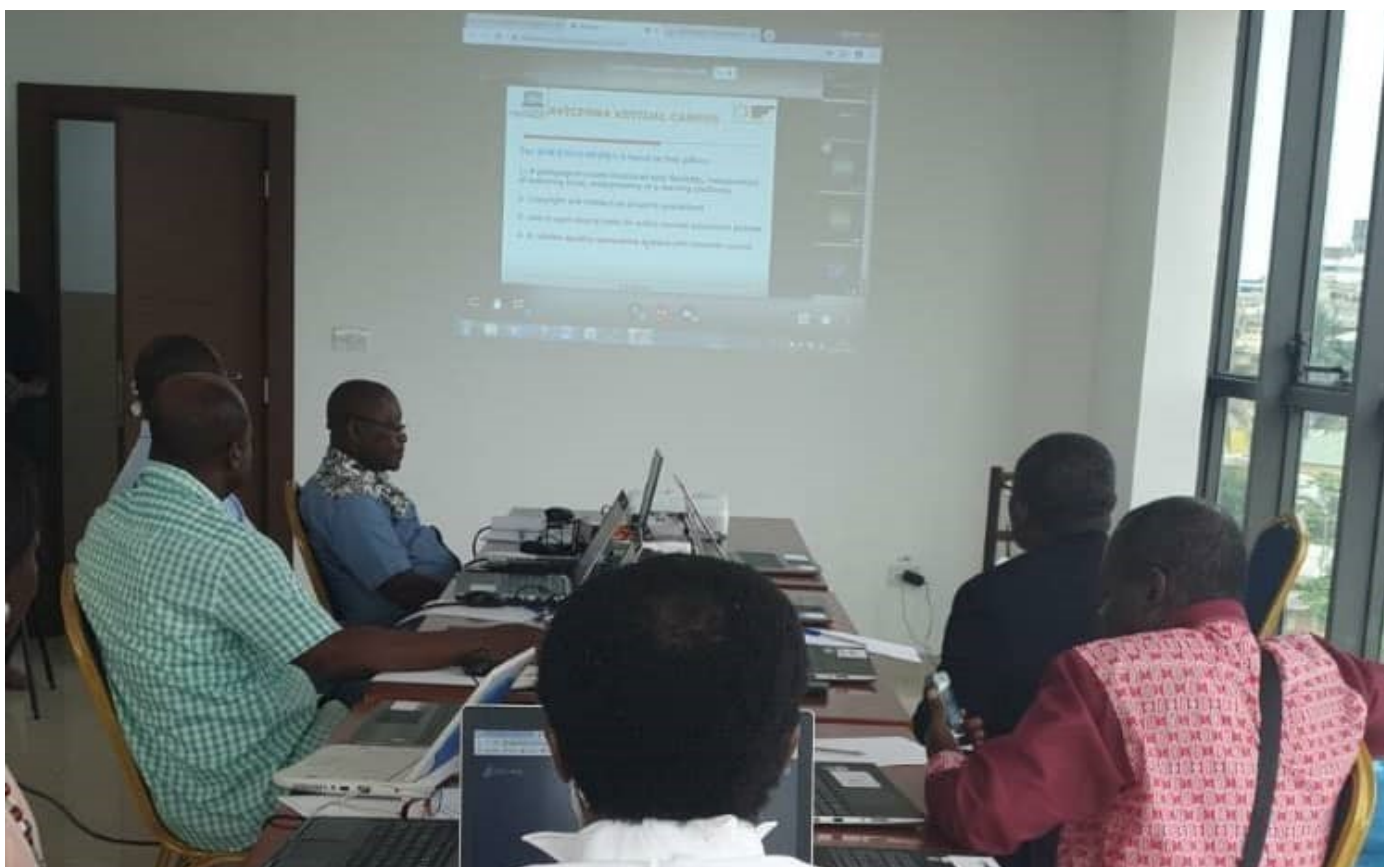
Des messages de prévention et de lutte contre désinformation sur le COVID-19, l'UNESCO sont diffusés sur les médias internationaux et nationaux dont, RFI, Gabon 24 et Radio Gabon. Afin d'atteindre les populations les plus éloignées des centres urbains, ces spots radiophoniques seront disponibles en langues locales pour diffusion par des radios communautaires.

Dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, l'Organisation a organisé le 4 mai un webinaire avec les associations de jeunes en vue de lutter contre la désinformation autour cette crise sanitaire, particulièrement dans les réseaux sociaux. Un autre webinaire s'est adressé le 5 mai aux journalistes et professionnels de médias sur « Informer sur les violences conjugales » pendant le confinement et la couverture journalistique en période de crise.

Parallèlement, l'UNESCO a participé au plaidoyer des Nations Unies auprès du Ministre en charge de la communication en vue de l'amélioration de l'écosystème médiatique gabonais.



Appui de l'UNESCO au Gabon pour la continuité pédagogique pendant la crise COVID-19



Vue des participants à la formation sur l'ingénierie pédagogique - © MINEDUC GABON

Après plusieurs réunions préparatoires qui ont permises d'évaluer les différentes solutions de cours à distance disponibles dans la sous-région et dans le pays, l'UNESCO a lancé, le 08 avril 2020, la formation de 60 nouveaux encadreurs pédagogiques et enseignants gabonais sur l'ingénierie pédagogique en vue de la production et la mise en ligne de cours.

L'Organisation estime à 91,3% la population scolaire et étudiante mondiale touchée par les fermetures d'établissements dues au COVID-19, au Gabon, la ferme-

ture des établissements a été annoncé le vendredi 13 mars 2020. Suite à ces fermetures massives, l'UNESCO a lancé, le 26 mars 2020, une Coalition mondiale pour l'éducation afin d'aider les États à développer les meilleures solutions d'enseignement à distance et à atteindre les enfants et les jeunes les plus à risque. Cette coalition vise à favoriser les possibilités d'apprentissage inclusif pour les enfants et les jeunes en cette période de perturbation soudaine et sans précédent de l'éducation.

Les défis de l'éducation causés par le Covid19 exigent, dès lors, de l'innovation, de la coopération et de la solida-

rité. C'est pourquoi l'UNESCO et ses partenaires dans le monde s'associent pour assurer la continuité pédagogique.

Les premières réunions virtuelles avec les Ministères en charge de l'éducation au Gabon, ont permis à l'équipe locale de l'UNESCO de présenter sa plateforme (<https://gabon5000.avcn.fr>) développée, en 2017, dans le cadre du projet « Train My Generation – Gabon 5000 » (Former Ma Génération – Gabon 5000, en français). Elle comprend des cours de mathématiques, physique, chimie et sciences de la vie et de la terre pour les classes de troi-



sième et de terminales. A cet effet, l'Organisation avait formé 138 premiers enseignants dans la production et la mise en ligne de cours et 135 enseignants dans le tutorat en ligne dans lesdites matières.

A la suite de ces réunions, les équipes de l'UNESCO et du Ministère de l'éducation ont défini un plan de continuité qui repose sur deux phases à savoir : (1) la mise en place d'une solution d'urgence pour assurer la continuité pédagogique pour les élèves qui préparent leur BEPC ou Baccalauréat, pour une durée de 3 mois et (2) la consolidation des acquis de la phase I et mise place d'un système d'enseignement

en ligne, plus large, pour le primaire, le secondaire et l'enseignement technique et professionnel pour une durée de 6 mois.

Ainsi, l'assistance technique de l'UNESCO intègre, entre autre, l'élaboration d'une stratégie nationale pour la mise place d'une système d'enseignement à distance pour le primaire, le secondaire et l'enseignement technique et professionnel à travers les différents médias et supports ; l'évaluation des outils et des structures existantes pour la formation des enseignants, l'enregistrement et l'hébergement des cours ; la formation et l'accompagnement de l'équipe de gestion du

projet d'Enseignement à distance au Ministère de l'éducation nationale.

La première phase a démarré, le 8 avril courant, avec la formation de 60 nouveaux encadreurs pédagogiques et enseignants de toutes les disciplines du secondaire, primaire, de l'enseignement technique et professionnel, sur l'ingénierie pédagogique, la production et la mise en ligne de cours.

Grâce à cette collaboration, le Ministère de l'éducation nationale du Gabon a lancé, le 14 avril courant, un premier programme de cours en ligne pour les élèves de troisième et de terminales.

- 1 Mettre en place une routine quotidienne pour que vos enfants aient le temps d'apprendre**
 - Organiser un temps de travail, dans un endroit calme, pour étudier et lire
 - Créer une routine quotidienne avec du temps pour manger, dormir, jouer, travailler, étudier et lire
 - Surveiller le temps passé devant la TV & les jeux vidéo et sur Internet par vos enfants
- 2 Être en contact avec les établissements scolaires**
 - Contacter l'établissement scolaire de vos enfants pour savoir ce qu'il préconise
 - Communiquer avec les enseignants et les éducateurs de vos enfants
 - Consulter le site de l'établissement scolaire régulièrement et suivre leurs instructions
- 3 Superviser et encourager l'apprentissage de votre enfant**
 - Encourager votre enfant à lire quotidiennement et à enrichir son vocabulaire
 - Encourager votre enfant à réviser ses leçons dans toutes les matières
 - Demander aux aînés d'aider les plus jeunes à réviser/faire leurs devoirs/lire
 - Encourager l'étude avec d'autres camarades de classe ou former un groupe d'étude avec des enfants du même âge
- 4 Faire participer activement ses enfants**
 - Soutenir la réussite avec des félicitations et non des critiques
 - Changer régulièrement d'activité pour ne pas se lasser
 - Demander à vos enfants de mettre en situation ce qu'ils ont appris
- 5 Encourager vos enfants à poser des questions**
 - Discuter avec vos enfants sur les sujets qu'ils viennent d'apprendre
 - Encourager vos enfants à poser des questions et les soutenir
 - Assurer le suivi des questions de vos enfants
- 6 Élaborer une routine quotidienne pour que vos enfants prennent le temps d'étudier**
 - Encourager vos enfants à être autonome dans leur apprentissage
 - Utiliser internet pour trouver des ressources et activités pédagogiques
 - Tenir un journal de bord pour suivre l'apprentissage et organiser les révisions



Le Gabon signe avec l'UNESCO un accord pour la mise en place d'un Système d'enseignement à distance en réponse à la crise du Covid-19



Echange de documents entre Monsieur Vincenzo Fazzino et Professeur Mouguiama –Daouda - © UN Gabon

Le Ministre de l'éducation nationale en charge de la formation civique et le Représentant de l'UNESCO au Gabon ont signé, ce matin, un accord de fonds en dépôt, de 195 955 de dollars des Etats-Unis, pour l'assistance technique dans la mise en place d'un Système d'enseignement à distance au Gabon en réponse à la crise du Covid-19.

Le présent accord concerne l'assistance technique de l'UNESCO sur deux phases : la mise en place d'une solution d'urgence pour assurer la continuité pédagogique pour

les élèves en classes d'examens et la consolidation des acquis et la mise place d'un Système d'enseignement en ligne pour le primaire, le secondaire général, le secondaire technique et professionnel.

En effet, la pandémie du coronavirus a engendré une crise sanitaire mondiale qui a poussé les gouvernements à fermer les établissements scolaires de tous les niveaux. Ces fermetures affectent aujourd'hui environ 70 % de l'ensemble des apprenants au niveau mondial. En raison de

cette situation exceptionnelle, l'UNESCO a lancé une « **Coalition mondiale pour l'éducation** » (<https://en.unesco.org/covid19/educationglobalcoalition>) ». Celle-ci vise à favoriser les possibilités d'apprentissage inclusif pour les enfants et les jeunes en cette période de perturbation soudaine et sans précédent de l'éducation.

A travers cette coalition, « *l'UNESCO rassemble toutes les expériences existantes et mobilisent des partenaires pu-*



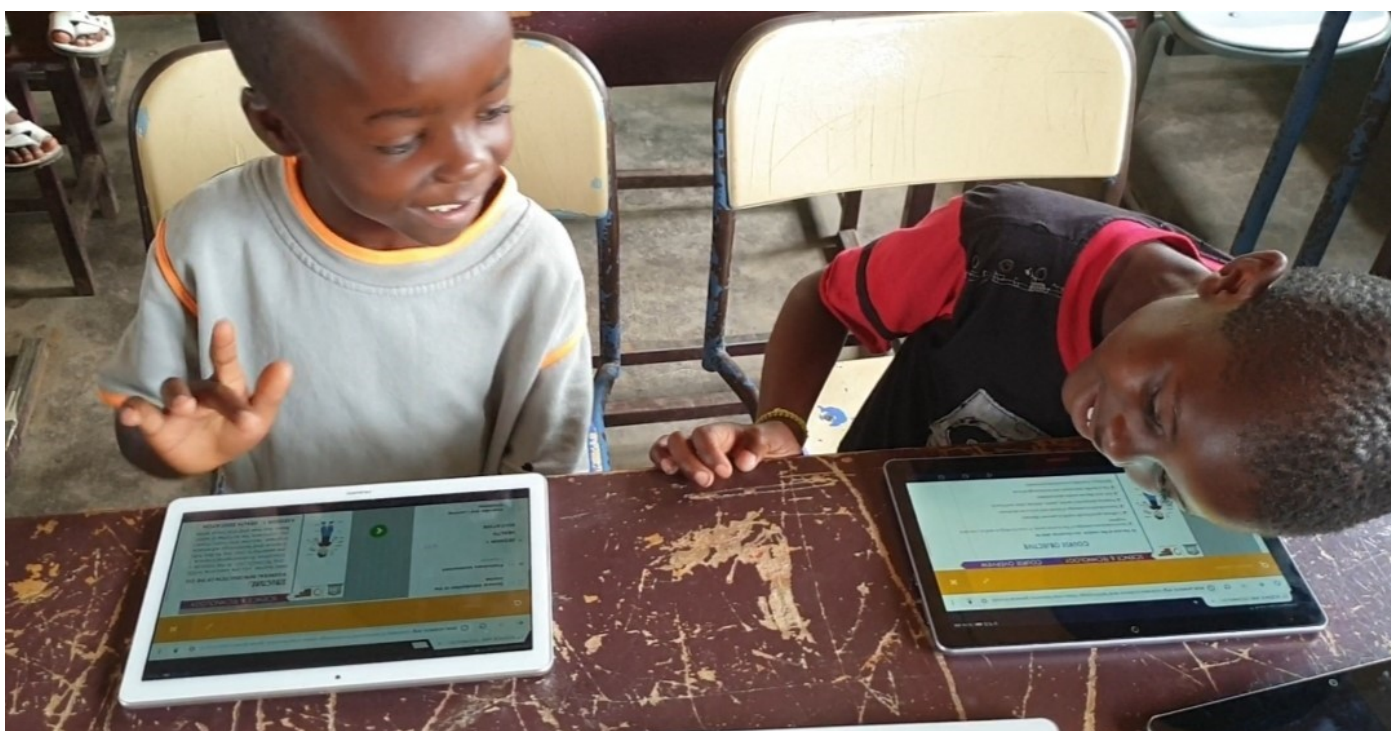
blics et privés. Aussi, grâce à l'expertise de son siège ainsi que de ses Bureau régionaux et nationaux, elle accompagne déjà plusieurs pays pour la continuité pédagogique », a souligné Monsieur Vincenzo Fazzino.

Sans attendre la signature de l'accord avec le Gabon, l'Organisation a immédiatement mis à la disposition du ministère de l'éducation, l'ensemble des cours produits et mis en ligne, en 2017/2018, dans le cadre du projet Former Ma Génération – Gabon 5000 (Train My Generation – Gabon 5000, en anglais) sur la base du modèle Campus Virtuel Avicenne, pour la continuité pédagogique dans le pays. Il s'agissait de cours de mathématique, sciences de la vie et de la terre et de phy-

sique-chimie pour les classes de troisième et terminale. Puis, elle a formé, en avril dernier 60 encadreurs pédagogiques du primaire et du secondaire dans la production de cours en ligne pour soutenir le projet du Ministère de l'éducation national « L'Ecole à la maison », lancé, le 14 avril.

Par ailleurs, « *cette crise est en train de rendre le monde de l'éducation plus armés. Elle offre une nouvelle opportunité pour palier à certaines carences dont souffraient déjà le système éducatif en apportant des solutions dans le court et moyen terme* », a rajouté Monsieur Fazzino. Il a terminé son propos en félicitant le Gabon d'avoir saisi cette opportunité matérialisée par la signature de cet accord.

Au-delà de l'action ponctuelle ci-dessus, « *cet accord va permettre au pays de disposer d'un Système d'enseignement à distance plus résilient* », a rappelé le Pr Mougouama-Daouda. « *Celui-ci va permettre de mieux faire face à d'éventuelles nouvelles crises. En outre, il va permettre au Gabon de disposer d'un dispositif d'enseignement à distance multicanal, selon le modèle Avicenne de l'UNESCO, c'est-à-dire qui utilise non seulement le canal traditionnel, le web, mais aussi des canaux tels que la télévision, la radio et les supports papier. Cette approche va permettre d'atteindre les élèves dans des zones éloignées des centres urbains, notamment ceux qui n'ont pas accès à un ordinateur ou à internet,* a-t-il rajouté. »





COVID 19 : l'UNESCO aux côtés des acteurs culturels gabonais pour la continuité de leur créativité



Un groupe de danse traditionnelle gabonais - © UNESCO

Le Bureau de l'UNESCO à Libreville a initié, le 02 avril 2020, des discussions avec les artistes et autres opérateurs culturels afin de les encourager à continuer à créer et à tirer leurs revenus du fruit de leur créativité pendant la période de crise COVID-19.

Le secteur de la culture et des arts est très touché par la pandémie actuelle. A travers le monde, les spectacles et autres rassemblements sont interdits ; ceux qui tirent leurs principaux revenus de ces activités s'en trouvent très affectés.

Pour montrer au monde entier que la créativité ne peut pas être arrê-

tée, l'UNESCO a lancé plusieurs initiatives, à travers le monde. Au Gabon, les réflexions ont commencé avec une visio-conférence à laquelle ont été invités divers acteurs culturels. Le but de cette consultation nationale est de produire des propositions d'actions faciles à mettre en œuvre.

Cette première réunion a abouti à la création d'une plateforme nationale de diffusion de contenus culturels en cette période de confinement. Toutefois, la réflexion se poursuit sur les modalités de monétisation de ces contenus qui seront diffusés sur les différentes plateformes afin que chaque divi-

dende récolté soit réparti de manière équitable.

Thierry P. Nzamba Nzamba, Administrateur du programme culture au Bureau de l'UNESCO à Libreville, a saisi l'opportunité de cette consultation pour présenter les initiatives mondiales de l'UNESCO en cours au bénéfice du secteur de la culture en temps de COVID dont la campagne à venir dans les médias sociaux pour continuer la créativité et se rémunérer malgré le COVID-19.

Appelée [ResiliArt](#), cette campagne va permettre de (i) mettre en lumière la résilience de l'art et de la



culture en temps de crise ; (ii) inviter les artistes/professionnels de la culture à partager leur art et leur créativité malgré le confinement et (iii) établir UNESCO comme leader dans le plaidoyer et la défense des professionnels de la culture et des créateurs face au COVID-19.

Les artistes, les créateurs et les institutions culturelles à travers le monde seront invités à poster leurs propres messages, photos et ou vidéos sur l'art sous confinement ; ils seront invités à taguer et désigner un autre artiste qui fera de même.

Une autre initiative en cours est celle appelée « *don't go viral* » : Atténuer la propagation de COVID-19 sur le continent africain ». Il s'agit de la participation des artistes à lutter contre les fake news sur le covid. L'UNESCO propose de développer une série de messages d'intérêt public, de clips musicaux et de chansons sous licence ouverte, provisoirement intitulée « [Don't go viral](#) » pour lutter contre la désinformation autour du COVID-19 et de fournir des informations de base

sur les mesures de sécurité à prendre pour atténuer la propagation du COVID-19. L'objectif est de produire un contenu créatif pouvant circuler dans diverses langues nationales ou internationales.

Pour porter ces initiatives au niveau politique, l'UNESCO organisera le 22 avril prochain, une réunion des Ministres de la culture à laquelle le Ministre de la culture et des arts du Gabon est déjà invité.



**Art
makes us
RESILIENT**

ResiliArt

**Because
art
makes
us
resilient**



Discussions sur la rémunération en ligne des acteurs culturels gabonais



Capture d'écran des participants au débat en ligne

Les acteurs culturels se sont retrouvés, le 21 mai 2020, à l'occasion de la Journée mondiale de la diversité culturelle, avec l'appui de l'UNESCO, pour discuter de la faisabilité d'un projet de généralisation de la rémunération en ligne des acteurs culturels y compris les sous-secteurs qui pourraient être impliqués et les sources de financement possibles.

La fermeture de sites patrimoniaux, de musées, de théâtres et de cinémas et d'autres institutions culturelles, due à la crise sanitaire du COVID-19, met en péril le finance-

ment des artistes, des industries créatives, la conservation de lieux extraordinaires et les moyens de subsistance des populations locales concernées.

La COVID-19 a aussi mis en veilleuse de nombreuses pratiques du patrimoine culturel immatériel, y compris des rituels et des cérémonies, ce qui a eu un impact sur des communautés aux quatre coins du monde. La pandémie affecte également de nombreux emplois. Partout dans le monde, les artistes, dont la plupart dépendent d'activités annexes pour compléter les revenus tirés de leur art, sont dé-

sormais incapables d'assurer leur subsistance.

La réunion, du jeudi 21 mai, a permis de saisir cette opportunité qu'offre la crise sanitaire actuelle pour permettre aux opérateurs culturels et artistes de se faire rémunérer en ligne.

Cette réunion a mis ensemble une vingtaine de participants issus d'horizons culturels différents issus de la société civile, de l'administration publique et d'organisations internationales notamment. Les participants ont unanimement apprécié cette initiative déjà mise en œuvre à des dimen-



sions diverses. Ils ont aussi estimé que tous les sous - secteurs culturels pourraient être associés pour faire de ce projet une boutique en ligne de l'art gabonais, c'est-à-dire une plateforme web où les acteurs culturels publieraient le fruit de leur imagination pour vente, diffusion, livraison et promotion. Elle serait accessible à tous les professionnels de tous les sous-secteurs de la culture à savoir : musique, cinéma, théâtre, peinture, sculpture, design, conte, slam, danse, mode.

La question des sources de financement a fait l'objet d'échanges forts appréciés. Les participants ont identifié plusieurs modalités de

financements : crédit bancaire, mécénat, régie publicitaire, sponsoring, donateurs, taxes, etc. La forme juridique à donner à cette initiative et à la structure qui la portera a également été discutée longuement: s'agit-il d'une association ou d'une entreprise culturelle se sont-ils demandés ? Quel en sera le modèle économique ?

Cette discussion a fait apparaître la nécessité de renforcer les capacités des acteurs et opérateurs culturels dans les domaines du numérique pour être capables de produire du contenu et de le mettre en

ligne.

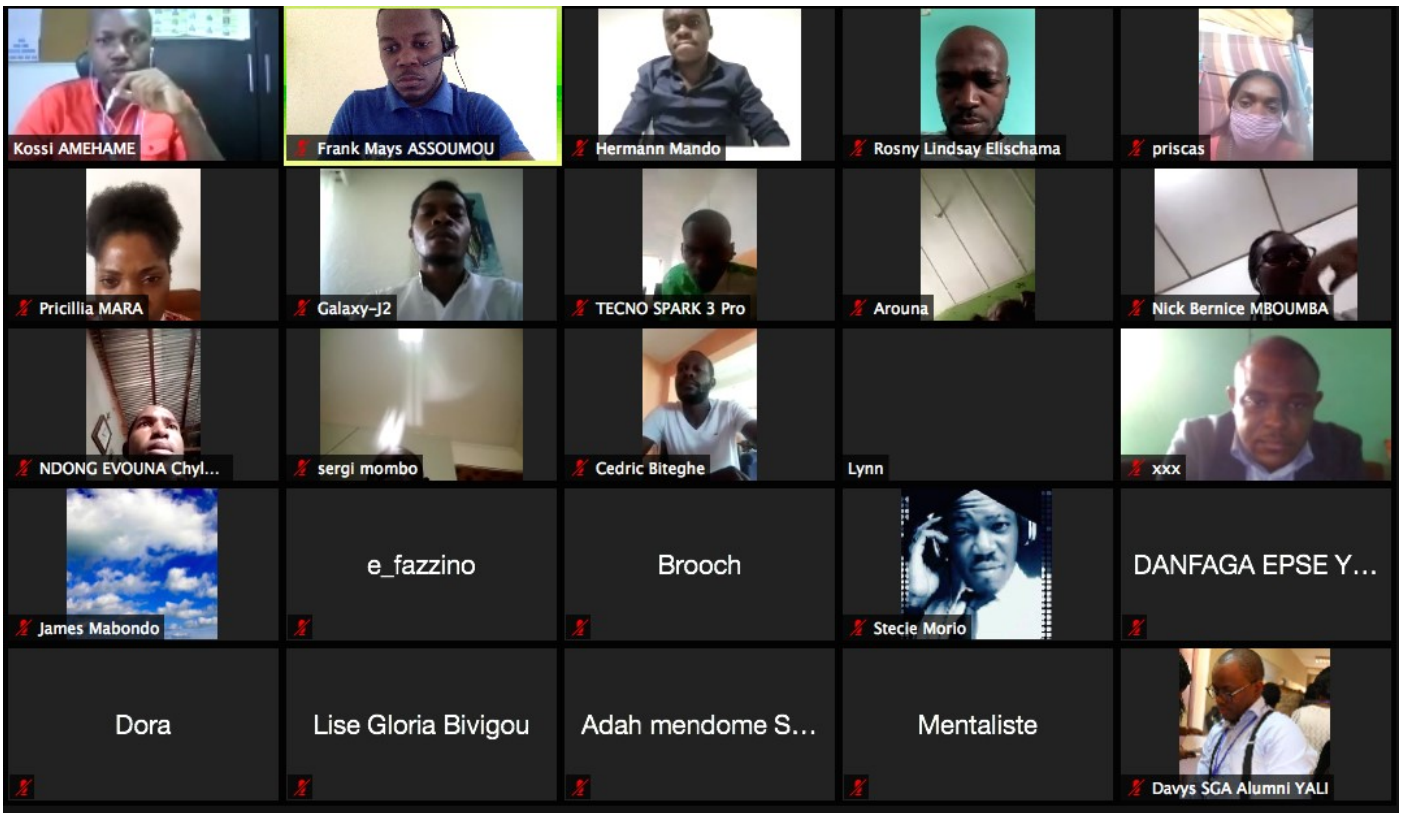
En vue de donner une forme plus concrète à cette initiative, un groupe de travail a été constitué. Il est chargé de présenter dans une quinzaine de jours une première version du projet discuté.

Ce groupe est composé de personnalités connues dans le secteur culturel ou dans l'environnement numérique : Naneth, Franck Baponga, Sijeur Oumar, Olsen Mossot, Latif Ogoula, Bienvenu Kombila, Kristauf Ntoutoum, Moore Mombo, Danielle Ouattara ; et sera coordonné par Dread Pol Mouketa et Marcel Djabioh.





Les leaders d'associations de jeunesse s'engagent au clic responsable pendant la crise COVID-19



Capture d'écran des participants au débat en ligne

Dans le cadre de la célébration de l'édition 2020 de la Journée mondiale de la liberté de la presse au Gabon, l'UNESCO a organisé, le 04 mai courant, un webinaire avec une trentaine de leaders d'associations de jeunes. Il a porté sur la sensibilisation de jeune à jeune sur la désinformation sur le COVID-19.

L'explosion du web 2.0 que connaît le monde depuis le début du 21^e siècle, a contribué à l'avènement d'un nouveau genre de média, « les médias sociaux », communément appelés les réseaux sociaux. C'est un média

qui dicte ses lois et ne semble pas bénéficier d'une bonne régulation. Nombreux sont ces jeunes qui grâce à la facilité de diffusion des réseaux sociaux, ont tendance à devenir des producteurs et diffuseurs d'information sans pour autant être formés.

Afin de préserver les règles d'or journalistiques sur ces médias sociaux, l'UNESCO a lancé l'initiative « MIL CLICKS » ou Clique responsable. Il s'agit d'un moyen pour les citoyens d'acquérir des compétences en matière de [l'éducation aux médias et à l'information](#) (MIL en anglais)

dans leur utilisation quotidienne d'Internet et des médias sociaux et d'engager l'éducation par les pairs dans une atmosphère de navigation, de jeu, de connexion, de partage et de socialisation.

Les premières sensibilisations et adhésions au pacte « MIL CLICKS » au Gabon ont eu lieu en 2018 et se sont multipliées par la suite. Mais depuis le début de la crise sanitaire mondiale du coronavirus, les jeunes semblent avoir oublié la nécessité de ne pas ventiler de fausses nouvelles et des propos qui portent atteinte à la vie privée d'autrui.



Le webinaire du 04 mai, a démarré avec un mot de bienvenu de Monsieur Vincenzo Fazzino, Chef de Bureau et Représentant de l'UNESCO au Gabon. Il a rappelé l'intérêt pour les leaders associatifs de travailler à réduire la propagation de fausses nouvelles pendant la crise sanitaire et à dire à la désinformation.

A la suite de ce propos, Monsieur Boris Nzigou Nzigou, Consultant en charge du programme Communication et Information au Bureau de l'UNESCO à Libreville, a présenté l'initiative « MIL CLICKS » ainsi que ses enjeux en vue de lutter efficacement contre la désinformation et les

fausses idées sur le COVID-19.

Au terme de la discussion, les jeunes ont développé plusieurs concepts de campagnes virales et se sont engagés à les mener avec leurs pairs afin de multiplier le nombre de clics responsables sur les réseaux sociaux.

Campagne des jeunes développée à la suite du Webinaire



Campagne de lutte
contre les fake news

FAITES DES PHOTOS AVEC CES HASHTAGS :

#COVID19
#NonAuxFakeNews
#Gabon
#IAMMilcliker



Journée mondiale de la liberté de la presse : plaidoyer des Nations Unies pour l'amélioration de l'écosystème médiatique gabonais



Capture d'écran des participants à la discussion avec le Ministre de la communication en grand plan

A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de presse, le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies et le Représentant de l'UNESCO ont tenu, le 04 mai 2020, une réunion par visio-conférence avec le Ministre d'Etat, chargé de la communication et de l'économie numérique, sur le développement de la presse au Gabon et sur le renforcement de la coopération entre les Nations Unies et le Gabon.

Proclamée le 3 mai, la Journée mondiale de la liberté de la presse est un jour de soutien aux médias qui sont des cibles de la restriction ou l'abo-

lition de la liberté de la presse et de moment de réflexion pour les professionnels des médias sur les défis qu'ils rencontrent dans ce domaine. C'est également une journée du souvenir pour les journalistes qui ont perdu leur vie dans l'exercice de leur profession.

Lors de cet entretien Monsieur Stephen Jackson, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Gabon, a reconnu les efforts fournis par le gouvernement pour favoriser la diversité et l'épanouissement de la presse gabonaise, notamment, par l'adoption en 2016 d'un Code de la communication, qui contient des avan-

cées notables par rapport au texte précédent, comme la reconnaissance des médias en ligne. Par ailleurs, il a relevé certains défis qui demeurent dans le secteur, comme la faible viabilité économique de la plupart de médias et la récurrence de sanctions prises à l'encontre des organes de presse.

De ce fait, Monsieur Jackson a réaffirmé la disponibilité de Nations Unies, notamment de l'UNESCO, agence spécialisée dans le domaine pour accompagner le pays dans l'amélioration de son écosystème médiatique, entre autres, par l'adoption de



textes spécifiques qui clarifient l'application du code de la communication ou dans le renforcement des capacités de tous les acteurs impliqués.

Monsieur Vincenzo Fazzino, Chef de Bureau et Représentant de l'UNESCO au Gabon a par la suite évoqué les activités en cours dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse. L'Organisation a ainsi animé le même jour un webinaire avec des leaders associatifs sur la désinformation et la mésinformation sur le COVID-19, suivi le 5 mai courant par un webinaire avec les professionnels des médias sur la recrudescence des violences conjugales due à la crise sanitaire

mondiale. L'UNESCO a également, lancé un MOOC en ligne sur la couverture médiatique en période de crise. Dans le cadre de la réglementation des médias, Monsieur Fazzino a offert la disponibilité de l'Organisation pour accompagner le Ministère dans la finalisation des textes d'application du code de la communication et faciliter un cadre de dialogue entre tous les acteurs de l'écosystème médiatique.

Le Ministre d'Etat, Monsieur Mboumbou Miyakou, à son tour a reconnu la nécessité pour le Gouvernement de définir le cadre réglementaire, répondant aux normes internatio-

nales, pour clarifier le cadre juridique et éviter à l'avenir les conflits liés à la pratique journalistique. Il a par ailleurs souhaité que le cadre de dialogue entre professionnel des médias, le Ministère de la communication et l'autorité de régulation puisse permettre aussi de définir le cadre éthique et déontologique qui doit régir l'exercice de la profession et les relations entre les parties. Il a souhaité que l'UNESCO accompagne également le Ministère dans mise en place d'action de renforcement des capacités des professionnels des médias et dans la création d'une école de journalisme et des métiers de la communication.

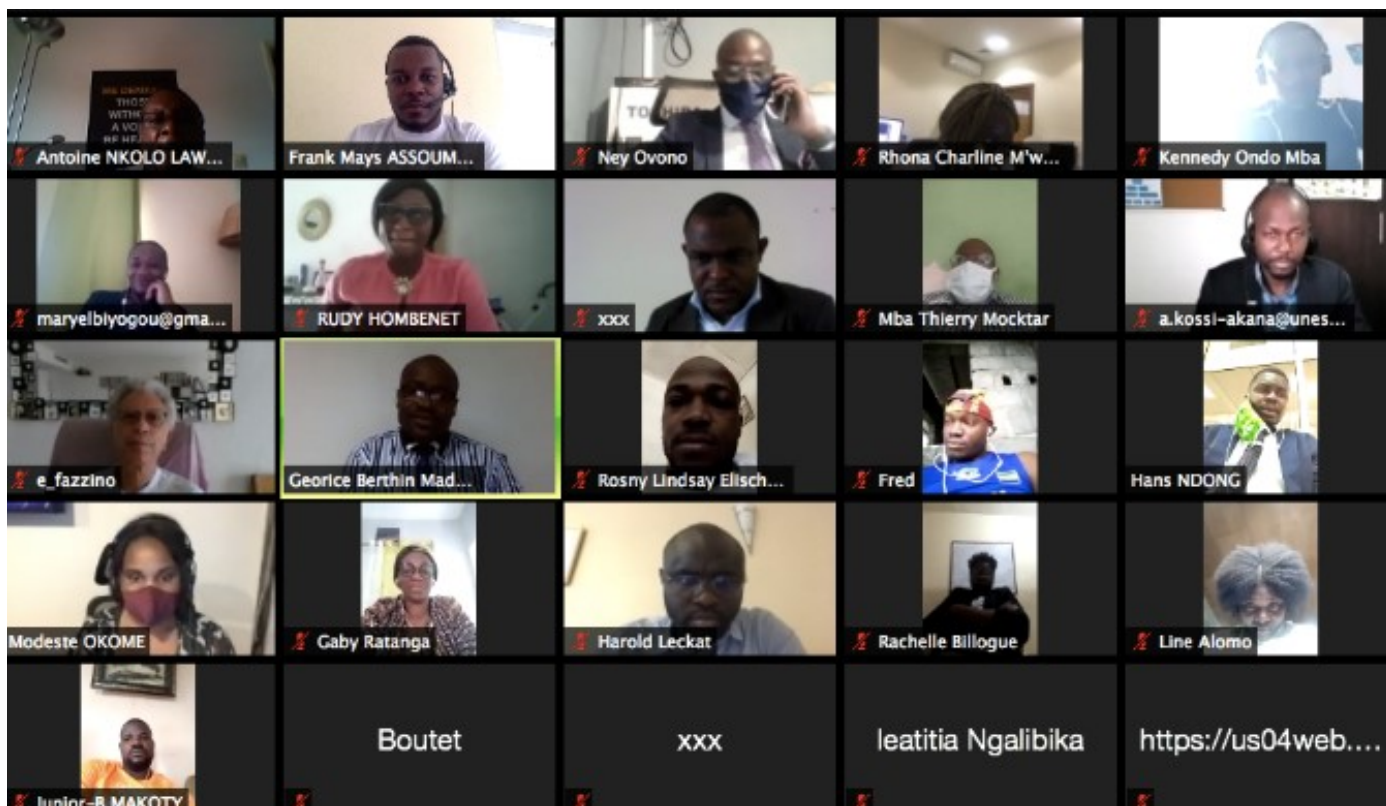
LE JOURNALISME SANS CRAINTE NI COMPLAISANCE

**JOURNÉE MONDIALE
DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE
3 MAI 2020**

[#JourneeDeLaLiberteDeLaPresse](https://twitter.com/JourneeDeLaLiberteDeLaPresse)



L'UNESCO outille les professionnels de média pour informer sur les violences conjugales pendant la crise du COVID-19



Vue des participants du webinaire - © UNESCO

A l'occasion de la célébration de l'édition 2020, de la Journée mondiale de la liberté de la presse, l'UNESCO, en partenariat avec le Ministère de la Communication, a organisé, le 05 mai courant, un webinaire sous le thème « Informer sur les violences à l'égard des femmes et des filles » et la sécurité des journalistes », au bénéfice des hommes et femmes des médias.

Célébrée chaque année, le 03 mai, par la communauté internationale, la Journée mondiale de la liberté de la presse permet de commémorer

les principes fondamentaux de la liberté de la presse, d'évaluer la liberté de la presse à travers le monde, de défendre l'indépendance des médias et de rendre hommage aux journalistes qui ont perdu leur vie dans l'exercice de leur profession.

Le thème retenu est « le journalisme, sans crainte ni complaisance ». Pour l'effectivité de cette vision, au Gabon, le Représentant local de l'UNESCO a fait un plaidoyer, aux côtés du Coordonnateur du Système des Nations Unies auprès du Ministre de la

communication. En plus de ce plaidoyer, l'Organisation a organisé un webinaire avec les journalistes sur comment couvrir les violences basées sur le genre pendant la crise sanitaire mondiale actuelle.

Le webinaire a commencé avec un mot d'encouragement de Monsieur Vincenzo Fazzino, Chef de Bureau et Représentant de l'UNESCO au Gabon, aux professionnels de média qui selon lui, sont des acteurs majeurs pour la lutte contre le COVID-19. En effet, en cette période de crise sanitaire mondiale, l'infor-



mation revêt une importance vitale. Informer en ce temps de crise, c'est donner à chacune et chacun les moyens de lutter contre la maladie en adoptant un comportement adéquat.

Puis, une formation, animée par le Professeur Georice Berthin Madébé, leur a été offerte sur « Comment informer sur les violences conjugales et la sécurité des journalistes ». L'orateur a orienté son propos sur le traitement des faits. Il a invité les journalistes à rechercher davantage les causes de l'apparition des faits d'une situation lors du traitement de l'information. Tout comme le traitement des autres sujets, le journaliste qui communique sur les

violences conjugales doit respecter les règles d'éthique et déontologie du journalisme. Il leur a présenté un guide qui présente la trame du traitement de ce genre de sujets sensibles. En évitant de tomber dans du sensationnel et à ne pas prendre position mais à prendre de la distance, ont été les principales recommandations de l'animateur.

Pour ce qui est de la sécurité des journalistes, l'UNESCO leur a présenté le MOOC qu'elle a développé avec l'OMS, lequel est intitulé « couverture médiatique en temps de crise du COVID-19 ».

Au terme des discussions qui

ont suivies, les professionnels de média ont ré-exprimé leur besoin de renforcement de capacité au niveau local par l'organisation régulière d'atelier et/ou par la création d'une école de journalisme. Ils ont également recommandé à l'UNESCO et au Ministère de la communication d'organiser un colloque qui permettrait d'améliorer d'une part, leurs conditions de travail ; et d'autre part, leur permettre de disposer d'un manuel sur le journalisme au Gabon.

Par ailleurs, ils se sont engagés à créer un espace collaboratif avec pour principale mission de s'autoréguler.

Problématique :

L'évolution des sociétés actuelles accentue des déséquilibres de plus en plus visibles à l'égard des femmes, parce que la culture patriarcale, voire religieuse, les traditions et les croyances sont encore fortes et dominantes. Une société qui se développe ne peut le faire en marge des droits de l'homme, et donc en excluant du droit d'une partie de l'humanité mise à rude épreuve alors même que des changements globaux se matérialisent dans l'accès aux droits individuels et collectifs. C'est pourquoi l'attention est attirée sur les médias pour « neutraliser » les croyances à l'origine de ces violences. On attend particulièrement des journalistes de mieux cadrer leurs analyses d'un point de vue éthique.

ils traitent les informations afférentes. Les risques auxquels expose la société dans son ensemble s'avèrent néfastes si les violences de sexe ou de genre ne sont pas traitées de façon à faire comprendre aux publics leur nature régressives et inhumaine, tout comme leurs implications juridiques. Il s'agit de développer chez les professionnels de journalisme d'éthique capable de conduire à un meilleur développement humain, ainsi qu'à un meilleur développement des sociétés. Il est précisément attendu d'eux la structuration d'un climat favorable à une prise de conscience collective des dangers dus à la violence à l'égard des femmes et des filles.